

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RENOLIT ONDEX

57 AV DE TAVAUX
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2026-110
Code AIOT : 0005401462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement RENOLIT ONDEX implanté 57 AV DE TAVAUX 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait comme objectif le contrôle du respect du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement et les suites de l'inspection de novembre 2024 concernant les rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENOLIT ONDEX
- 57 AV DE TAVAUX 21800 Chevigny-Saint-Sauveur

- Code AIOT : 0005401462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RENOLIT ONDEX est une société spécialisée dans la fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en PVC.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 58-I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		58-I		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la partie sur la gestion des Granulés Plastiques Industriels (GPI), l'exploitant possède des procédures et les vérifie de manière trimestrielle. La visite d'inspection n'a pas constaté de GPI en dehors des limites du site. Néanmoins, l'Inspection invite l'exploitant à mettre en place des mesures complémentaires pour garantir leur efficacité et éviter la dispersion de GPI sur le site.

Concernant les suites de l'inspection du 20/11/2024, des non conformités perdurent sur les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Renolit Ondex est une entreprise qui produit des plaques de PVC. L'exploitant a indiqué que les matières plastiques présentes sur son site étaient pour la majorité sous forme de granulés d'un diamètre entre 1mm et 2 mm. Le volume maximal de Granulés Plastiques Industriels "GPI" pouvant être présents sur le site est estimé par l'exploitant entre 900 et 1000 tonnes.</p> <p>L'article D. 541-360 précise que sont considérés comme sites de manipulation et de transport, les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels (matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm) et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes.</p>

<p>Les granulés présents sur le site correspondent donc à la définition de « Granulés de plastiques industriels » (GPI) de l'article D. 541-360 du Code de l'environnement.</p> <p>Par conséquent le site est soumis à la réglementation applicable au titre de l'article L. 541-15-11 du code de l'environnement. La suite de l'inspection s'attache donc à contrôler le respect du décret d'application.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 08/01/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant le plan à jour des installations en précisant les zones où des GPI sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement.</p> <p>L'exploitant, par courriel du 02/02/2026, a transmis le plan de masse. Celui-ci répertorie l'ensemble des zones où des granulés de plastiques industriels (GPI) sont susceptibles d'être répandus accidentellement, ces zones sont mentionnées sur le plan comme zone "Granulés plastiques".</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté, à proximité des zones "Granulés plastiques" :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence de grilles d'évacuation des eaux pluviales (non indiquées sur le plan de masse), • la présence de « postes propreté » (composés d'un balai, de deux pelles, d'une poubelle et d'une pelle), • la présence de tapis destinés à recouvrir les grilles d'évacuation ; • l'absence de GPI en amont et en aval du filtre GPI ; • L'exploitant a déclaré disposer d'un aspirateur uniquement pour l'intérieur pour le ramassage des GPI. <p>au niveau des autres exutoires :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'équipements prévenant les rejets de GPI dans l'environnement au niveau des grilles d'évacuation des eaux pluviales (hors zones de stockage mentionnées ci-dessus) ; au niveau des zones de stockage des GPI : • la présence de GPI sur un sol non bitumé en terre/ enherbé (dans deux zones de stockage). L'exploitant a expliqué que l'objectif à terme est de disposer d'une unique zone de stockage sur un sol béton, en lieu et place des deux zones de stockage extérieures sur des zones non bitumées (en terre/ enherbées). L'exploitant indique que cette solution permettra de gérer en un point l'ensemble des GPI et donc limiter sa propagation. L'exploitant s'est engagé à traiter, lors des travaux, les terres présentant des GPI.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demandes d'actions correctives :</p> <p>L'exploitant doit procéder au nettoyage de sols non bitumés, en utilisant des méthodes adaptées (aspiration, ramassage manuel,...) et en assurant la traçabilité des déchets. Les terres contenant des GPI devront être traitées dans des filières adaptées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant, par courriel du 02/02/2026, a transmis les procédures E0700, E0701 et E0702 ainsi que le contrôle interne des procédures GPI.

a) L'exploitant identifie les zones où sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement des GPI dans le plan de masse. Cependant le plan de masse n'identifie pas la présence de bouche d'égout, mais uniquement la localisation du «filtre GPI»

b) L'exploitant prévoit dans sa procédure E0700 que des contrôles des outres par le responsable de maintenance sont effectués de manière trimestrielle.

c) L'exploitant prévoit dans ses procédures (E0701 et 0702le) de confiner et de ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site

d) Le site ne dispose pas de bassin de rétention

e) Aucune des procédures ne traite des vérifications sur le bon fonctionnement des dispositifs. L'exploitant a montré les justificatifs indiquant que la guillotine et le filtre GPI étaient contrôlés une fois par an.

f) Le site ne dispose pas d'affichage de sensibilisation sur la prévention liée aux GPI. Lors de la visite terrain, l'inspection a interrogé un opérateur sur les différentes actions à mettre en place en cas de déversement de GPI. Celui-ci a mentionné connaître les étapes à réaliser en cas de déversement accidentel de GPI. Cependant, il ne connaissait pas l'acronyme GPI.

g) L'exploitant a transmis le contrôle interne des procédures GPI. Il est constaté que chaque procédure est vérifiée tous les 3 mois.

Observation :

Les contrôles internes trimestriels des procédures GPI relèvent des non-conformités, mais celles-ci ne sont pas documentées (origines, localisations, impacts ...). L'exploitant mentionne un retour en conformité sans préciser les actions correctives mises en œuvre.

Par ailleurs, les procédures n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour, d'aucune annotation (remarques, axes d'amélioration) et d'aucune évolution malgré les écarts.

L'objectif d'amélioration continue n'est donc pas atteint, les vérifications se limitant à un constat sans traçabilité ni optimisation des processus.

Non conformités

Le site ne dispose pas d'affichage environnement concernant les GPI et ne formalise pas les formations et sensibilisations effectuées auprès de ces salariés.

Aucune procédure ne décrit les modalités de vérification du bon état de fonctionnement des équipements (filtre GPI, guillotine, kits de confinement). Les contrôles annuels existants ne sont pas documentés.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra tracer ses actions de sensibilisation sur le personnel et les intervenants extérieurs aux risques liés aux GPI.</p> <p>L'exploitant complètera ses différentes procédures pour prendre en compte les non-conformités relevées (description, traçabilité des contrôles, modalités de vérification du bon état de fonctionnement des équipements etc)</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan de masse en y intégrant l'emplacement et les références des dispositifs de rétention installés, et inscrire ces équipements dans le registre de sécurité de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'attestation d'audit GPI du 01/07/2025 ainsi que la synthèse du rapport d'audit.</p> <p>Concernant la publication de ces documents, l'exploitant a justifié leur absence sur son site internet par la refonte en cours de ce dernier, liée au changement de dénomination sociale effectif depuis le 1 mars 2026.</p>

Non conformité

L'exploitant mettra les attestations et la synthèse du rapport d'audit sur son site internet dès que possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2025

Prescription contrôlée :

article 58-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La nature, la **fréquence** et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

Article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2020

Rejet	Paramètres	fréquence
2.11, 2.15, 2.17, 2.19	voir chapitre 4.2.3	Annuelle
2.2, 2.6.1, 2.6.2, 2.10	voir chapitre 4.2.3	Triennale

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 20/11/2024**Non-conformité :**

Les rejets du conduit n° 2.6.1 n'ont pas été analysés lors des 3 dernières campagnes annuelles.

Constat de la visite d'inspection du 13/02/2026

L'exploitant a réalisé la mesure sur le point de rejet 2.6.1 le 02/07/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2025

Prescription contrôlée :**Article 58-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998**

I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

Article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2020

Conduit n°	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	D é b i t nominal	V i t e s s e d'éjection en m/s
2.2	5	0,3	Filtre T102	1840	5

2.6.1	6	0,4	Malaxeur sortie labo	4350	5
2.6.2	6	0,4	Malaxeur sortie labo	4350	5
2.10	2	0,2	Bras de soudure	2230	5
2.11	3	0,6	Hotte FP2	5173	8
2.15	10	0,7	Hotte HR2	8613	8
2.17	10	0,6	Hotte HR1	4630	5
2.18	4	0,1	Ligne pilote labo	750	5
2.19	10	0,3	Nouvelles lignes d'extraction Hotte Ti1	5173	8

Article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2020

Paramètre	Conduits	Code Cas	Flux en g/h
COVt	2 . 6 . 1 , 2.6.2,2.11,2.15,2.17,2.19		35
Br	2.11,2.15,2.17,2.19	7726-95-6	20
Phosgène	2.11	75-44-5	1.5

L'étude d'impact de 2019 et son annexe 11 précise qu'il s'agit de la somme des conduits.

Le tableau est non reproductible. Les données en COVt sont notés ci-dessous

- niveau du malaxeur de la sortie labo (numéro 2.6) : 31.78 g/h au ,
- Hotte PF2 (2.11) 0.91 g/h,
- hotte HR2(2.14) 0.02g/h
- flux totaux en g/h site actuel 32.74 g/h
- flux supplémentaire nouvelles lignes d'extrusion (g/h) : 0.96
- flux total attendu à terme (g/h) :33,70

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 20/11/2024

Les rapports de 2022 et 2023 font état de plusieurs non-conformités, notamment sur les Hottes HR2 et HR1 en flux en COVT. Ces résultats ne sont pas accompagnés de commentaires de l'exploitant, et celui-ci a indiqué lors de l'inspection attendre de recevoir les résultats de la campagne de septembre 2024 sur ces deux points, afin de savoir si la tendance à la hausse du flux de COV est confirmée par cette campagne. Ces résultats, reçus après l'inspection, confirment un retour à la conformité pour HR1 mais des valeurs encore en augmentation sur HR2 (100 g/h de COVT).

L'exploitant n'identifie pas de cause particulière de ces non-conformités en COV en lien avec le process.

Il est demandé à l'exploitant de prévoir :

- la réalisation anticipée des analyses 2025 en début d'année
- d'y inclure la recherche des COV par screening afin de déterminer si les COV en présence sont CMR ou relève de l'annexe III de l'AM du 02/02/98
- de fournir à l'Inspection une analyse des causes de ces dépassements (analysant notamment la contribution du travail de PVC "émulsion" ou "suspension", de la nature des intrants tels que les colorants et anti-UV et de la température de chauffe...) et les actions correctives prises ou prévues.

Les résultats de cet examen seront transmis à l'inspection au plus tard le 30 avril 2025.

Constat de la visite d'inspection du 13/02/2026

Le 24/04/2025, l'exploitant signale par mail qu'aucune substance CMR ni relevant de l'annexe III de l'AM du 03/02/1998 n'a été détectée dans les mesures de COV, que la valeur limite de 35 mg/h (issue de l'étude d'impact 2019) a été calculée à partir d'un screening COV (méthode simplifiée) et non d'une mesure normative des COV Totaux (COVT) et que des variations inexpliquées sur 5 ans (ligne HR1) suggèrent un problème d'installation (ventilation, débit). Il prévoit l'intervention d'un spécialiste en aéraulique pour corriger les installations et la rédaction d'un porter à connaissance ultérieur avec des données révisées.

Les rapports de contrôle du 05/03, 06/03 et 11/03 des rejets atmosphériques des installations

montrent des dépassements des valeurs limites autorisées :

Hotte FP2 : 37 g/h (non conforme)

HR2 : 53,86 g/h (non conforme)

HR1 : 86,03 g/h (non conforme)

Ti1 : 1,58 g/h (conforme)

Ligne pilote labo (2.18) : 23,81 g/h (conforme)

Malaxeur labo (2.6.1, mesure du 02/07/2025) : 15,7 g/h (conforme individuellement, mais non-conforme si cumul avec d'autres conduits).

Non conformité

L'exploitant ne respecte pas les VLE fixées par l'arrêté préfectoral du 12/11/2020 (35 g/h pour les conduits 2.6.1, 2.6.2, 2.11, 2.15, 2.17, 2.19), y compris en cumul (cf. annexe 11 de l'étude d'impact 2019).

L'exploitant devra se conformer aux valeurs limites d'émissions de son arrêté préfectoral, ou réaliser une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) pour justifier une révision des VLE (si techniquement infaisable)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois